Le Journal of au 12 janvier 2025 - N° 4949 Control of au 12 janvier 2025 - N°

ado

L'HEBDOMADAIRE RÉGIONAL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE – (96^e année)

Le portrait du Journal du Palais

Sacré péché de gourmandise

L'artisan pâtissier-chocolatier Xavier Brignon de Besançon vient de recevoir le titre de « Maitre Artisan Pâtissier ». Parallèlement à ce sacre, il ouvre une seconde boutique au centre-ville. *Page 16*

Nicol's Yacht va accoster à Joigny

L'armateur loueur du Maine-et-Loire va implanter sa base en avril 2025 au port des Maillotins, hub de trois voies d'eau emblématiques : l'Yonne, le canal de Bourgogne et le canal du Nivernais. *Page 4*

Campus Maret: un soutien renouvelé

La transformation du Grand Séminaire de Dijon en Campus d'enseignement supérieur a vu le coût de ses travaux nettement revu à la hausse. Une envolée qui ne remet toutefois pas en cause l'engagement des différentes parties prenantes. *Page 6*

> 3 pages d'annonces légales Lire les pages 9 à 11

Nasca Group se sépare de sa filiale infrastructure

RÉSEAU LÉGALNET BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



En dix ans, à la tête de l'opérateur télécom alternatif bisontin Netalis, Nicolas Guillaume aura développé un réseau de plus de 700 km de fibres optiques dans plusieurs villes de BFC, d'Alsace et de PACA. Parallèlement, il aura

également développé tout un ensemble de services numériques dédiés aux entreprises au travers d'une offre Cloud (hébergement en data center, sécurité informatique des réseaux, téléphonie sur IP...). Et c'est bien pour poursuivre le développement de cette activité à forte valeur ajoutée, qu'aujourd'hui Nicolas Guillaume annonce la vente de sa filiale infrastructure de sa Holding Nasca group à Prizz Telecoms (groupe InfraCorp). Avec cette opération chiffrée

à plusieurs millions d'euros et réalisée selon un modèle de "sale and leaseback" ou cession-bail, Netalis devient un client de Prizz avec qui il poursuivra un partenariat commercial et technique de très long terme. Page 4

Lancement au Creusot d'Hexagone

Hexagone: derrière ce nom, la suite collaborative pilotée par la société creusotine Interstis, créée avec six autres éditeurs de logiciels formant un consortium éponyme comportant entre 250 et 300 collaborateurs, tous situés en France. Lauréat de l'appel à projets France 2030 pour l'émergence de solutions digitales souveraines

Hexagone (principalement destinées au secteur public), a bénéficié d'une subvention de 6 M€ de Bpifrance sur trois ans pour son développement. La solution a été officiellement lancée le 7 janvier au siège d'Interstis, au sein du Technopôle Sud Bourgogne Hub&Go.

Page 5

Inflation et inégalités hommes/femmes. Page 12

EN COUVERTURE POUR ÊTRE VU

RÉSERVEZ CET ESPACE





MEILLEURS

Ocean

LeJournaldu Palais

DES HOMMES & DES CHIFFRES



Les syndicats de salariés TPE et particuliers employeurs élus

Les résultats de l'élection 2024 des syndicats représentant les salariés des TPE et des particuliers employeurs pour la région BFC, ont été proclamés le vendredi 20 décembre 2024. Plus de 9.200 salariés ont pris part à ce scrutin organisé du 25 novembre au 9 décembre 2024, soit un taux de participation de 4.67%. Selon les chiffres fournis par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, c'est la CGT qui arrive en tête des suffrages (2211 votes exprimés soit 25,23% des votants), suivie par la CFDT (1417 voix soit 16,17%), UNSA (1275 voix soit 14,55%) et CGT_FO (1007 voix soit 11,49%).



La population de la métropole dijonnaise en hausse

Les derniers chiffres de l'INSEE révèlent une dynamique positive pour la ville de Dijon avec une population totale de 163.169 habitants au 1er janvier 2022 (dont 159.041 personnes pour la population municipale représentant les personnes résidentes). La métropole dijonnaise bénéficie de la même dynamique, puisqu'elle a gagné 6.733 habitants, passant de 251.897 en 2016 à 258.630 en 2022. À noter qu'entre 2011 et 2016, la variation était de +0,5%, elle est de + 0,4% entre 2016 et 2022. La Côte-d'Or passe elle de 533.213 habitants en 2016 à 537.577 en 2022 (+ 0,1%). Lire également page 6.



Livret A: un mois de novembre passable

Au mois de novembre 2024, le Livret A a affiché en France une collecte positive de 400 M€, contre 1,94 Md€ en octobre. Le résultat du mois de novembre 2024 est supérieur à la moyenne des dix dernières années (2014-2023), qui était de 166 M€. En règle générale, le mois de novembre réussit peu au Livret A, avec neuf décollectes depuis 2009. L'année dernière, une décollecte de 280 M€ avait été constatée. Les meilleures collectes pour un mois de novembre ont été enregistrées en 2012 et 2020, avec à chaque fois 2,4 Md€. En 2012, cette bonne collecte s'expliquait par le relèvement du plafond du Livret A, passé le 1er octobre de 15.300 à 19.125 €.

La jeune femme vient de lancer Parfumeur Fauve, sa société de création de parfum.



Manon Arnaud: une âme bien nez

assionnée d'odeurs » depuis ses cinq ans, Manon Arnaud, «renifle tout, de manière spontanée, un peu comme un toc, avoue-t-elle enriant. Pour moi chaque o deur est un mot, et une émotion. On shunte le mental, on est enfin authentique».

Tellement passionnée qu'à l'âge de dix ans, ses parents l'emmènent à Grasse, la Mecque des parfumeurs... « Et on nous a fermé les portes. À cette époque, ce monde n'était pas pour les gens lambda, c'était réservé aux familles de parfumeurs. Après j'ai rencontré la conseillère d'orientation qui m'a dit : "tu n'es pas assez forte en ci, pas assez forte en ça"... Bref, je n'ai pas pu suivre ma voie.»

Sa carrière débute donc dans un tout autre domaine : l'ostéopathie, pendant 12 ans. « Et je sentais tout. Pendant les consultations, j'avais une palette d'huiles essentielles que j'utilisais, je faisais de l'aromathérapie, de l'olfactothérapie...j'utilisais les odeurs dans le domaine somato-émotionnel pour essayer de libérer des choses dans la psyché... J'étais une ostéopathe atypique!».

Le Covid aura finalement la peau de

cette première vie. La jeune femme de 36 ans viten effettrès malla période post-épidémie : « Un trop-plein d'évènements. Les patients, les crises, des coups durs... j'ai commencé à saturer. J'ai tout arrêté. Et j'ai créé un parfum, sans avoir pris le moindre cours, une variante de La vie est belle pour une copine. Et c'est elle qui m'a fait prendre conscience du bagage que j'avais sans le savoir. Elle m'a dit : Tu as su faire ça sans avoir pris un cours? Lance-toi!».

« FAUVE, PARCE QUE C'EST MOI!»

Manon Arnaud retourne à Grasse, cette fois-ci pour suivre une formation pour adultes de six mois, qui s'est achevée en juillet 2024... avec l'optique de monter sa propre société de création de parfum. « J'avais déjà une vision... humaine ? humaniste? du parfum. Être dans le soin de l'autre, au-delà du corps. Le parfum a cette visée. » C'est ainsi que Parfumeur Fauve est né en octobre dernier. Pourquoi « Fauve » ? « Parce que c'est moi ! Je suis une bestiole, je crois. J'aime bien être dans ma tanière, je suis très calme mais je peux réagir vite... Et il y a dans ce mot le retour aux sources, aux cinq sens ». Pour créer Crépusculaire, le premier parfum • parfumeurfauve.com

qu'elle commercialise et le premier acte de sa nouvelle vie, Manon Arnaud a créé un univers, celui d'un coucher de soleil en été, l'explosion des fleurs soumises à la fournaise, l'éblouissement avant la nuit qui vient avec des notes plus puissantes et secrètes. « Dans cet univers, chaque personne va se positionner. Le parfum va l'aider, ou l'ornementer... Elle va incarner quelque chose avec le parfum. » Ce premier jus sera suivi par deux autres cette année, pour des raisons d'abord budgétaires : la fabrication d'un parfum par une maison de composition suivant la formule du parfumeur coûte environ 20.000 € - incluant le packaging, le flacon... Parfumeur Fauve sera bien présent à Dijon au pop-up d'un grand magasin, d'une jolie boutique dijonnaise (dont les noms, comme la formule d'un parfum, restent encore un secret) évidemment sur son site. Manon Arnaud anime enfin des ateliers de création de parfums aussi uniques que chaque personne qui vient à la rencontre de ses mondes...

Emmanuelle de Jesus



Ils bougent.

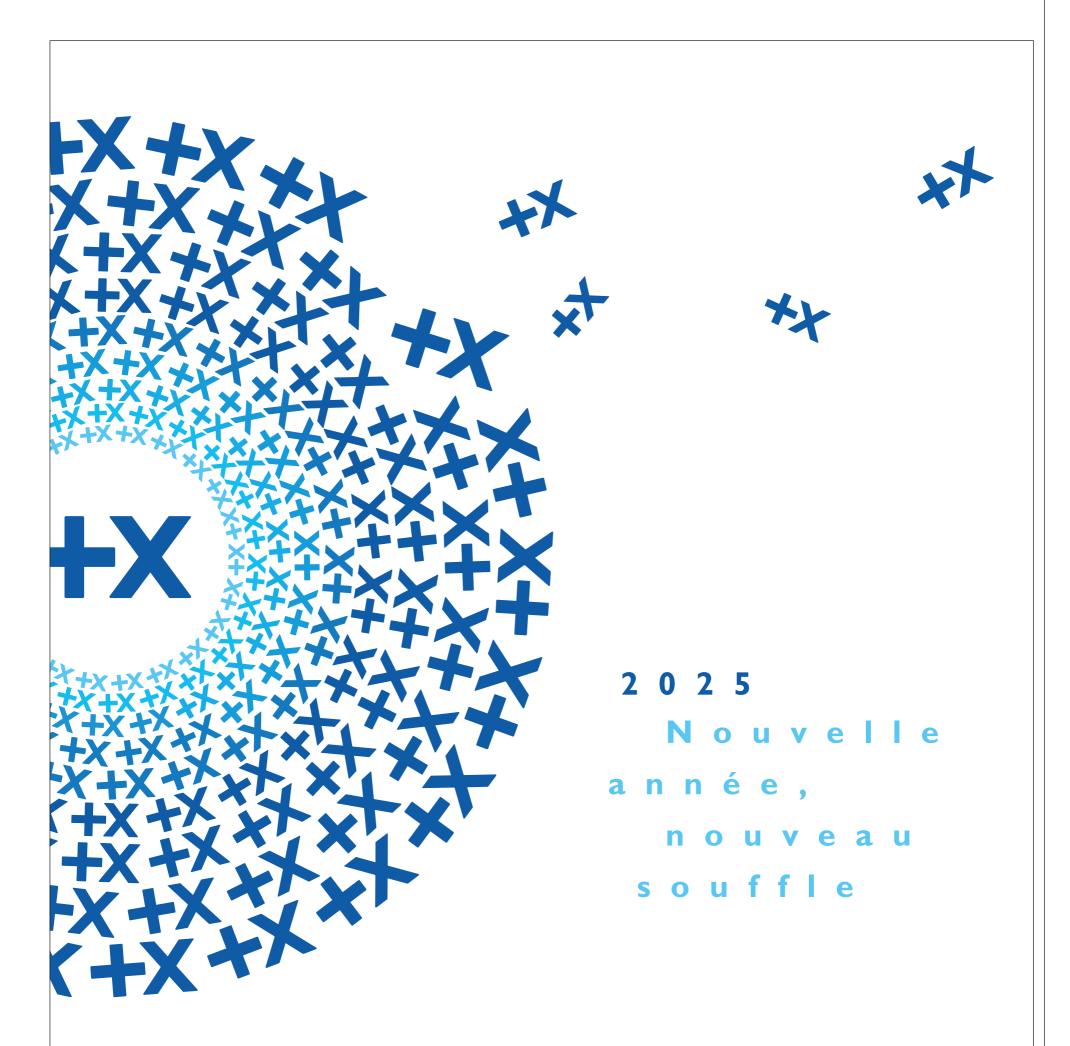
JEAN-MARIE JEUNHOMME REPREND JPM PARTNER. L'agence de communication fondée par Jean et Martine Laurenti est dorénavant dirigée par son repreneur, Jean-Marie Jeunehomme. Diplômé de HEC Paris, il avance 21 ans d'expérience à la direction de plusieurs grandes PME. Depuis sa prise de fonction, Jean-Marie Jeunehomme « s'attache à allier héritage et modernité pour consolider le positionnement de JPM Partner comme une agence de référence en régions, s'appuyant sur la force de ses 17 collaborateurs, décrit JPM Partner dans un communiqué. Pour atteindre cet objectif, l'agence mise sur un engagement renforcé en matière de formation, sur l'intégration des nouvelles technologies et sur une veille stratégique accrue dans les secteurs clés ».



JEAN-PAUL BARBEY. Le fondateur du groupe Barbey - PVP à Digoin est décédé le vendredi 27 décembre. Président du Medf 71 de 2013 à 2016, il avait été de 2016 à 2017, le premier président du MEDEF BFC. « Il n'a eu de cesse de défendre avec ardeur et conviction ses idées et la cause de l'entreprise. Homme d'engagement, de droiture et de générosité, il aura servi notre mouvement avec un esprit tenace et enthousiaste », a écrit le Medef 71 dans un communiqué.







À travers nos réussites collectives, c'est toute une région qui rayonne.

Que cette année 2025 soit pour chacun de nous une nouvelle source d'inspiration!





ENTREPRISES

Nasca Group cède sa filiale infrastructures à l'opérateur InfraCorp

tête de l'opérateur télécom alternatif bisontin Netalis, Nicolas Guillaume aura développé un réseau de plus de 700 km de fibres optiques dans plusieurs villes de BFC, d'Alsace, et plus récemment, en PACA (suite à une fusion en janvier 2022 avec l'opérateur ASC basé à Sophia-Antipolis). Il aura également mise en place ses propres plateformes techniques (interconnexions data et voix) et concrétisé la création de la première autoroute numérique indépendante de l'opérateur historique reliant à terme Strasbourg à Marseille (5e hub mondial du trafic internet avec 4 Mds d'internautes), ainsi que la Suisse jusqu'à Saint-Louis, en direction de Bâle. Côté service télécom, l'entrepreneur aura agrégé autour de Netalis un ensemble de services numériques dédiés aux entreprises au travers d'une offre Cloud (hébergement en data center, sécurité informatique des réseaux, téléphonie sur IP...), mais aussi adressé plus de 500 clients actifs. « Avec Netalis, nous avons comblé un manque, nous avons répondu à une attente des entreprises pour une offre télécom et réseau alliant tarif compétitif, innovation technologique et service premium de proximité, ce que ne sait pas faire Orange », défend Nicolas Guillaume.

« LE SERVICE, STRATÉGIQUE **ET CONCURRENTIEL »**

Et c'est bien pour poursuivre le développement de cette activité à forte valeur ajoutée, qu'aujourd'hui Nicolas Guillaume annonce la vente de sa filiale infrastructure de sa Holding Nasca group à Prizz Telecoms (groupe InfraCorp). Cet opérateur neutre reconnu dans le domaine des infrastructures télécoms, s'engage à assurer la continuité de l'exploitation du réseau suivant un haut niveau d'exigence mis en place initialement par les équipes d'Infralis et de Netalis et à accélérer les projets d'extension liés aux infrastructures cédées. « Nous allons terminer le chantier de l'autoroute numérique dont la mise en service est prévue pour février 2025. Ensuite Prizz Telecoms va poursuivre le développement de boucles locales en Alsace... et en Bourgogne Franche-Comté », annonce Nicolas Guillaume.

Avec cette opération de rachat chiffrée à plusieurs millions d'euros et réalisée selon un modèle de "sale and leaseback" ou cession-bail, Netalis devient un client de Prizz avec qui il poursuivra un partenariat commercial et technique de très long terme. « Cette solution nous permet de nous recentrer sur nos priorités stratégiques, en particulier le développement de Netalis avec des solutions numériques innovantes pour nos clients (TPE, PME/PMI, ETI et institutions publiques) qui nous sollicitent depuis plusieurs années pour renforcer notre accompagnement autour des usages dépendants de la connectivité Très Haut Débit (VoIP/UCaaS, hébergement/ Cloud, calcul IA,...), notre cœur de métier historique », explique Nicolas Guillaume tout en pointant également que ce secteur est hautement concurrentiel et nécessite d'importants investissements.

Frédéric Chevalier



Nicolas Guillaume, président de Nasca Group Crédit : JDP.

Yonne. L'armateur loueur du Maine-et-Loire va implanter sa base en avril 2025 au port des Maillotins, hub de trois voies d'eau emblématiques : l'Yonne, le canal de Bourgogne et le canal du Nivernais.

Nicol's Yacht va accoster à Joigny

depuis le décembre 2022 par Locaboat,

Nicol's Yacht ouvre une nouvelle base au port d'attache du loueur parisien. Ce partenariat permet de réunir 22 bateaux au port de Joigny, dont six appartenant à Nicol's Yacht et 16 à Locaboat. Contrairement à ce que certains pourraient penser, ce partenariat ne signifie pas que le loueur parisien prendra le pas sur l'ensemble des opérations. « C'est un partenariat, ce n'est pas Locaboat qui va tout contrôler », précise Corinne Dufaud, directrice générale de Nicol's Yacht. Chaque entreprise conserve sa propre identité et ses méthodes de gestion tout en collaborant pour offrir une expérience enrichie aux amateurs de croisières fluviales.

Grâce à cette collaboration, les plaisanciers bénéficieront d'une plus grande flexibilité dans l'organisation de leurs croisières. Ils pourront choisir

Avant le début de la saison. les bateaux Nicol's ont été transférés à Joigny pour la période d'hivernage. Crédit : Archives Idp.



entre un aller-retour pour une exploration approfondie ou un aller simple vers différentes bases, notamment vers Corbigny (Nièvre) en empruntant le canal du Nivernais. Ce voyage. d'une durée d'une semaine, se veut être une expérience unique de la Bourgogne fluviale.

DE NOUVEAUX TYPES DE BATEAUX

Les bateaux Nicol's, déjà arrivés à Joigny et ouverts à la location à partir d'avril 2025, pro-

posent une gamme variée pour répondre à toutes les attentes : du bateau à deux cabines et un salon au bateau à cinq cabines et un salon. Les prix varient de 350 € pour un week-end sur l'eau dans le plus petit bateau à 3.500 € pour une semaine en pleine saison sur le bateau à cinq cabines. L'année 2025 va marquer aussi l'arrivée d'une nouvelle pénichette, la Néo. Elle sera construite à Cholet (Maine-et-Loire), sur le site de construction de Nicol's pour le

compte de Locaboat. Conçue pour être habitable sans permis - sa longueur ne dépasse pas 15 mètres et sa vitesse limitée est à 12 km/h -, la Néo sera donc accessible à un large public. Avec plus de 600 personnes supplémentaires attendues sur une période comprise entre avril et octobre, ce nouveau partenariat devrait dynamiser le tourisme dans le Jovinien.

Enzo Beaudet

OPM REPREND SES DROITS AUPRÈS DES LABORATOIRES Servier. Oncodesign Precision Medicine (OPM) entreprise biopharmaceutique dijonnaise spécialisée en médecine de précision pour le traitement des cancers résistants et métastatiques, a annoncé le 20 décembre la reprise auprès des laboratoires Servier des droits sur son programme dans le traitement de la maladie de Parkinson. Jan Hoflack, directeur scientifique d'OPM précise : « À la suite du succès important récent de Servier en oncologie, et au changement de la stratégie en neurologie de Servier vers des indications liées aux maladies rares, la décision a été prise de reprendre le programme au sein d'OPM et de chercher un nouveau partenaire spécialisé dans le domaine ». « La collaboration avec Servier aura permis de faire progresser ce programme innovant et d'en confirmer la qualité, ainsi que l'innocuité de notre molécule chez les volontaires sains, commente Philippe Genne, Pdg OPM. Notre objectif est de valoriser au maximum ce programme en le poursuivant en interne jusqu'à trouver un nouveau partenaire pour les phases cliniques ultimes ».

DEAL CHÂTEAU CONTRE VIGNES. Étienne de Montille à la tête de 37 ha de vignes, a échangé son château de Puligny-Montrachet contre des vignes appartenant à Artémis Domaines, propriété de François Pinault, selon les informations du journal *Le Monde*. Le viticulteur agrandit ainsi son parcellaire alors que le foncier viticole atteint des prix délirants, tandis que le groupe Artémis, en pleine restructuration de ses acquisitions en côte viticole, disposera grâce à ce troc d'un lieu de vinification et de réception dans

la prestigieuse appellation Côte de Beaune.



Saône-et-Loire. La suite bureaucratique et collaborative destinée aux administrations, ministères, préfectures et secteur privé est pilotée par la société installée au Creusot depuis 2014.

Lancement d'Hexagone, solution digitale 100% française d'Interstis

la suite collaborative pilotée par la société creusotine Interstis, créée avec six autres éditeurs de logiciels formant un consortium éponyme comportant entre 250 et 300 collaborateurs, tous situés en France. Lauréat de l'appel à projets France 2030 pour l'émergence de solutions digitales souveraines Hexagone (principalement destinées au secteur public), a bénéficié d'une subvention de 6 M€ de Bpifrance sur trois ans pour son développement. La solution a été officiellement lancée le 7 janvier au siège d'Interstis, au sein du Technopôle Sud Bourgogne

UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ

Hub&Go.

Comme son nom l'indique, Hexagone est 100% française, de ses concepteurs développeurs et designers, jusqu'à ses data-centers, tout en offrant les mêmes services que ses homologues des Gafam, du type Microsoft 365 « qui équipe 85% des entreprises et administrations à date en France, précise Mathieu Candel, responsable de la communication d'Interstis. L'idée est de proposer une alternative de même niveau mais entièrement française à ces solutions américaines, et surtout



Thomas Balladur et Nicolas Huez, fondateurs d'Interstis.

Microsoft et Google puisqu'ils chapeautent le marché ».

L'enjeu va bien au-delà du

chauvinisme, il est celui de la souveraineté et de la sécurité de la data. « Nous assurons l'hébergement des données de nos utilisateurs exclusivement en France, précise Mathieu Candel, puisqu'elles sont hébergées en région parisienne chez 3DS outscale, une filiale de Dassault Systèmes ». Interstis a bien en tête l'hégémonie des Gafam sur le secteur, mais le Petit Poucet voit loin : « L'ambition est de faire prendre conscience notamment aux administrations publiques de l'importance d'héberger leurs données en France, de travailler avec des éditeurs français ce qui facilite le quotidien dans l'accompagnement aux changements et répondre à la volonté de l'Étatd'encourager les administrations publiques à utiliser des outils comme ceux que l'on propose ». Interstis propose ainsi un suivi des utilisateurs dans le domaine de la cybersécurité, avec dans ses effectifs notamment un profil possédant une expérience poussée dans le secteur au sein des Armées. « On essaye d'expliquer de manière pédagogique que ce n'est pas partce que l'on est une petite collectivité de 500 habitants que l'on na va pas intéresser des hackers russes. Au contraire!»

Hexagone est vendu selon une politique tarifaire déclinée d'après les besoins de ses utilisateurs en plusieurs offres, dotées d'outils différenciés : une offre « terrain », une offre davantage « bureau » et une dernière baptisée « VIP », comportant

des outils stratégie plutôt destiné à équiper les dirigeants de services. Établie à terme autour de quatre modules, la solution Hexagone est déjà commercialisée pour deux d'entre eux; le troisième le sera courant de cette année, le dernier module en

700.000 UTILISATEURS EN FRANCE

Fondée en 2013 par Thomas Balladur et Nicolas Huez et installée au Creusot (où se trouve le siège social), mais aussi à Paris, Nantes et Montpellier, Interstis compte à ce jour une soixantaine de collaborateurs. Elle revendique environ 1.000 clients, soit 700.000 utilisateurs en France pour sa solution Interstis ou pour Resana (solution développée pour les services de l'État (ministère, directions régionales...). En 2020, la société s'est mobilisée « pour accompagner gratuitement les collectivités dans la mise en place du télétravail tandis que la Dinum (Direction interministérielle du numérique, Ndlr), officialisait Resana comme la nouvelle plateforme collaborative des agents de l'État et de ses établissements publics », précise Intersists sur son site. La société affichait 16,6 M€ de chiffre d'affaires en 2022.

Emmanuelle de Jesus

• interstis.fr

Le pouvoir des mots dans la gouvernance



EN COLLABORATION AVEC OLIVIER BERNARD, CONSEIL EN SÉMANTIQUE **RELATIONNELLE ET** PROFESSIONNELLE.

Le « don » dans l'entreprise

ans un vocabulaire à vocation économique et politique, il a paru utile de référencer le terme « don », ne serait-ce que pour se rappeler que « tout ce qui n'est pas donné est perdu »... Le sens premier du don est l'action d'abandonner gratuitement quelque chose à quelqu'un. Ce terme, par métonymie s'applique en 1080 aux éléments concrets puis en 1130 aux éléments abstraits. Ultérieurement il a pris le sens de « disposition innée » dans les contextes religieux et de contes de fées. Le champ sémantique du « don » est immense, preuve de l'importance de cette notion dans les échanges relationnels et économiques. Pour ce terme, comme pour tous, il est utile de remonter à l'étymologie (la science du vrai) pour en saisir les multiples sens qui éclairent la signification actuelle. Le verbe latin donare = faire don, sacrifier, gratifier de est issu de donum = action de donner, présent, offrande : don, surdon, donner, donne, donneur, maldonne, donnée, donation, donateur, donataire... En fonction du temps le « don » évolue en différents sens ; Le latin datum = pion de jeu de dare = jouer, donnera le dé ; le latin impérial dativus casus engendrera au XIIIe siècle le datif (cas marquant l'attribution); Le latin médiéval data littera = lettre donnée sera en angloaméricain informatique la data mais aussi : date, antidater, datation, postdater, dateur, horodateur... Le latin dos, dotis = bien apporté par une femme en se mariant : dot, douaire, douairière, doter, douer, dotation, dotalité... Le latin tardif *perdonare* = faire grâce: perdonner (au Xe siècle), puis donnera pardonner, pardon, impardonnable.

1.000 € POUR LE CGFL. Le Club Hôtelier Dijon Bourgogne, qui représente à ce jour 54 établissements hôteliers - soit 87 % du parc hôtelier dijonnais - a tenu son assemblée générale annuelle lundi 9 décembre 2024 à l'Hôtel Mercure Dijon-Clémenceau. Le Club Hôtelier Dijon Bourgogne a informé ses adhérents de la remise d'un chèque de 1.000 € en faveur du Centre Georges-François Leclerc, dans le cadre de l'implication de ses membres à la démarche « Octobre Rose ».

Sport

UN NOUVEAU FITNESS PARK À BESANÇON. Fitness Park, enseigne de salles de sport, continue son expansion en Bourgogne-Franche-Comté avec un nouveau club ouvert à Besançon (Zac de Chateaufarine, Bois Joli) le 18 décembre dernier. Cette salle de 1.185 m² marque la 335e ouverture du réseau Fitness Park en France et à l'international et rejoint Fitness Park Chalonsur-Saône, Chaintré, Monéteau et Fitness Park Dijon.

Franche-Comté. La banque possède désormais 5,95% du capital de spécialiste régional du crédit-bail aux entreprises.

Le Crédit agricole grandit chez Batifranc

2024, les 0,55 % des actions déte-nues par la banque en extinction Dexia, passant par ce biais sa participation de 5,40 % à 5,95 % au capital de la société de financement régional Batifranc.

Depuis 40 ans et fort d'un capital social de 35.38 M€. Batifranc accompagne les chefs d'entreprises en Bourgogne Franche-Comté en finançant leurs projets immobiliers, notamment par le biais du crédit-bail.

L'équilibre entre le secteur

Crédit privé (52 %) et le secteur Agricole public (48%) reste identique de Franche et permet a Baumane maintenir son autonomie et sa liherté d'intervention aux cotés de ses actionnaires sur toutes les communes couvertes par ce dispositif de crédit-bail immobilier».

À cette occasion, Hubert Cusenier, directeur général de Batifranc, a remercié Biorn de Fos, directeur des marchés spécialisés du Crédit Agricole de Franche-Comté et son équipe « pour sa confiance renouvelée et son soutien dans le développement de l'économie de notre territoire ».

E. de J.



Hubert Cusenier (2e à partir de la gauche), directeur général de Batifranc et Bjorn de Fos, directeur des marchés spécialisés du Crédit agricole Franche-Comté. Crédit : Batifranc.



Région BFC. L'Insee a publié mi-décembre 2024 les chiffres de la population de référence (2022) de Bourgogne Franche-Comté. La région subit une lente érosion de sa démographie depuis le comptage de 2016 (- 14.361 habitants), avec un solde naturel négatif et un solde migratoire très légèrement positif.

2.803.977 habitants : la région BFC en panne démographique

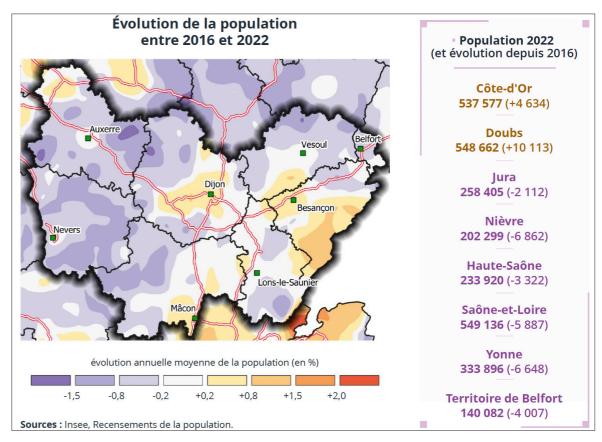
comptage l'Insee, on comptabilise 14.4361 personnes résidentes de moins en Bourgogne Franche-Comté, le territoire subissant de plein fouet un solde naturel (nombre de naissances rapporté au nombre de décès) négatif et ce dans tous les départements. Le plus impacté est la Nièvre avec une baisse de 0,7%, ce pourcentage représentant la perte de 9.180 de ses habitants entre 2011 et 2016 puis 6.862 entre 2016 et 2022. La Côted'Or affiche elle un solde naturel équivalent à zéro. Les chiffres positifs du Doubs (+ 0,2%) et du Territoire de Belfort (+ 0,1%) sont des trompe-l'œil, rapportés à la période précédente (2011-2016), où ils étaient respectivement de +0,5% et +0,3%. La Saône-et-Loire et l'Yonne affichent -0,3% pour l'indicateur sur les deux départements, le Jura et la Haute-Saône -0,2%. C'est au niveau des soldes migratoires (nombre de départs du départ rapportés au nombre d'entrées) que les territoires se différencient plus nettement.

Des départements tels que la

Côte d'Or ou le Doubs restent en effet attractifs et conservent non seulement leur population, mais parviennent aussi à l'accroître grâce à cet indicateur. La Côte-d'Or passe ainsi de 533.549 habitants en 2016 à 537.577 habitants (+4.364 personnes), la capitale Dijon bénéficiant sûrement d'un report de la population intradépartementale ou intrarégionale puisque la ville gagne 4.851 résidents entre 2016 et 2022.

VARIATIONS NOTABLES ENTRE TERRITOIRES

La croissance démographique du Doubs est « comparable à celle observée au niveau national » affirme l'Insee, avec 10.113 habitants de plus depuis 2016 (548.662 vs 538.549 habitants) faisant de lui le deuxième département de la région le plus peuplé après la Saône-et-Loire. Cette progression s'observe aussi dans les intercommunalités des départements concernés grâce à la périurbanisation dijonnaise et bisontine. La Métropole dijonnaise affiche ainsi 258.630 habitants en 2022 (251.897 en 2016) et Grand Besançon Métropole 198.387 (vs 193.187 en 2016), la proximité avec la Suisse et la présence de



nombreux transfrontaliers expliquant en partie cette attractivité. De leur côté, Sens et Mâcon acquièrent des habitants grâce à

leur proximité respectives avec le Grand Paris. On compte ainsi +1.362 habitants à Sens pour un total de 27.275 en 2022 et +1.332

habitants à Mâcon avec 34.759 habitants en 2022.

Zoé Touchard

Côte-d'Or. La transformation du Grand Séminaire de Dijon en Campus d'enseignement supérieur a vu le coût de ses travaux nettement revu à la hausse. Une envolée qui ne remet toutefois pas en cause l'engagement des différentes parties prenantes.

Campus Maret: un soutien renouvelé

Séminaire de Dijon fut témoin de diverses étapes de l'histoire religieuse et académique. Il s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre de son histoire en se transformant en campus d'enseignement supérieur. Le futur campus Maret abritera l'École Sciences Po Dijon, l'École Supérieure de Musique, et des locaux de l'École Nationale Supérieure des Arts de Dijon. Če projet renouvelle ainsi l'intégration de la fonction universitaire au cœur de la ville et permet d'envisager des synergies, des croisements entre les disciplines. À l'intérieur les architectes du cabinet Chartier-Dalix auront à cœur de conserver les traces du passé et à l'extérieur, la renaturation





Vues d'architectes du futur campus Maret au centre-ville de Dijon. Crédit : ChartierDalix.

complète des cours passera par la création sur 6.300 m² de quatre jardins : jardin des simples, verger, jardin nature et jardins des chants. le projet compte 3.970 m² de batiments à rénover mais également la réalisation 870 m² d'extensions et de constructions neuves

RETARD ET SURCOÛT

Ce projet qui a pris du retard et qui devrait accueillir ses premiers étudiants qu'en 2028, au lieu de 2026, a également vu son budget augmenter passant de 16 M€ à 20,12 M€. « Le 11 juillet, un comité de pilotage s'est réuni pour aborder la phase d'avant-projet sommaire. À cette occasion, une actualisation budgétaire du projet a été établie, faisant état d'un surcoût de 4,12 M€ TTC », précise un communiqué de Dijon Métropole daté du 11 décembre, dans lequel Dijon métropole réaffirme son soutien total à la réalisation du Campus Maret. « En vue

est prévu qu'un financement complémentaire de 3 M€ soit apporté par la région Bourgogne Franche-Comté, grâce à la réaffectation de crédits destinés à une autre opération au sein du contrat de partenariat. De plus, Dijon métropole proposera une inscription budgétaire supplémentaire d'1 M€ par rapport à son apport initial de 3,1 M€ inscrit au CPER, portant ainsi sa contribution totale à 4,1 M€ pour ce projet ambitieux » est-il encore indiqué. Enfin, les établissements d'enseignement supérieur partenaires, Sciences Po Dijon et l'ESM, ont proposé des mesures d'optimisation : « des suppressions de bureaux et la mutualisation d'espaces ont ainsi été mises en place pour contribuer à la recherche d'économies significatives ».

de soutenir cette initiative, il

Frédéric Chevalier

DU 6 AU 12 JANVIER 2025 - N° 4949

Opinions

La CAPEB attend de François Bayrou des décisions immédiates

Jean-Christophe Repon, président de la CAPEB

C ela fait désormais plus de six mois, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, que les artisans du bâtiment attendent l'application des mesures qu'ils ont demandées, et qui ont fait l'objet d'arbitrages favorables en amont de la dissolution et qui n'attendent plus qu'une traduction législative ou réglementaire.

Le projet de loi de finances 2025, qui sera prochainement présenté, représente un enjeu majeur pour soutenir les petites entreprises du bâtiment. Ce budget doit impérativement intégrer les propositions responsables que porte la CAPEB. Propositions qui répondent aux besoins des entreprises artisanales du bâtiment et de la population et qui génèrent davantage d'activité économique sans alour-dir les dépenses publiques.

L'adaptation des logements au changement climatique et au vieillissement de la population accroît considérablement les besoins en compétences des entreprises. Les statistiques démontrent que les petites entreprises sont celles qui forment le plus de jeunes en apprentissage. C'est pourquoi il est essentiel de continuer à accompagner les TPE dans l'investissement d'avenir qu'elles font en formant la grande majorité des apprentis du bâtiment, et ce d'autant que le nombre d'apprentis dans le secteur s'oriente à nouveau à la baisse alors qu'il était en forte croissance ces dernières années. La CAPEB préconise de réserver le forfait de 6 000 € alloué à cet accompagnement aux entreprises de moins de 50 salariés, ce qui permettrait de réaliser une économie de 1,6 milliard d'euros. Rappelons qu'en 2023, les TPE du bâtiment formaient plus de 60 000 apprentis. Cette voie d'excellence doit rester une priorité.

La transition énergétique doit également rester une priorité. La CAPEB plaide d'ailleurs depuis plus d'un an pour que l'accès au dispositif RGE soit simplifié afin que les entreprises artisanales du bâtiment soient plus nombreuses à y contribuer. Pour autant, le relèvement brutal de la TVA sur les chaudières à gaz à très haute performance énergétique, que le

PLF 2025 envisage de faire passer de 5,5 % à 20 %, ne peut être une solution. Cette hausse entraînerait un surcoût particulièrement pénalisant pour les ménages modestes qui n'auraient plus de solution abordable pour remplacer leur équipement défaillant. Cette décision freinerait la transition énergétique en décourageant les foyers de moderniser leurs équipements, ce qui leur permettrait pourtant de réaliser des économies d'énergie de 20 % à 40 %.

« Vous pouvez compter sur les artisans, mais les artisans comptent aussi sur vous. La CAPEB demande que des décisions concrètes soient prises dès maintenant. La situation des artisans du bâtiment devient difficile. Les propositions de la CAPEB ne sont pas partisanes et ne visent qu'à soutenir l'activité des entreprises artisanales du bâtiment et, ce faisant, à maintenir l'emploi, l'apprentissage et la vitalité des territoires. Faisons tous preuve de responsabilité et avançons ensemble pour redresser la France. »

Le billet

PAR FRÉDÉRIC CHEVALIER

Drôle d'année pas palindrome



Vous l'aurez sans doute remarqué, 2025 n'est ni une année bissextile, ni une année palindrome. Alors me direz-vous, pourquoi insister ici sur une

telle vacuité ? Et bien parce que, si cette nouvelle année s'était trouvée pourvue de tels attributs, j'aurais eu matière à saupoudrer mes idées noires post Saint-Sylvestre d'un bienvenu éclairage léger et un brin dérideur de zygomatiques si cher au prolixe professeur Rollin, personnage farfelu du comédien François Rollin. Or, vous en conviendrez, quel que soit le sens (économique, politique, international...) dans lequel l'on s'évertue à prendre cette année, le résultat reste le même : elle s'acoquine ouvertement avec le mot de Cambronne. Plus grave, les capitaines des puissances mondiales à la barre de ce 25e vaisseau annuel du troisième millénaire ont tout de cousins germains de celui à l'œuvre sur le Titanic. La preuve en deux exemples récents. Outre-Atlantique, Donald Trump, toujours prompt à sortir son étendard raciste et protectionniste, qui, dans un cracboum-hu dutronesque, fait tomber tout bon sens à genoux, voit dans l'attaque à la voiture-bélier survenue le 31 décembre à la Nouvelle-Orléans, l'occasion de décrier la politique du président Joe Biden d'ouverture des frontières. On apprendra un peu plus tard que le responsable de la quinzaine de mort était un ex-membre de l'armée américaine ayant, comble de l'ironie, reçu une médaille de lutte contre le terrorisme. En France, pays aujourd'hui enlisé dans la dissension, notre champion s'appelle Emmanuel Macron. Celui qui a fait le pari de la dissolution pour apporter de la clarté au pays vient de reconnaître dans ses vœux télévisés à la nation que cela avait fait naître « pour le moment d'avantage de division à l'Assemblée que de solutions pour les Français », affirmant même dans un mea-culpa inédit chez Jupiter que : « La lucidité et l'humilité commandent de reconnaître qu'à cette heure, cette décision a produit plus d'instabilité que de sérénité et j'en prends toute ma part. » Sans dÉ-cOnnER! (À lire en prenant tout son temps et en insistant sur les voyelles pour bien signifier l'ironie). Il lui en aura fallu du temps... Les Français, qui ont pour eux de ne pas avoir à souffrir le handicap de l'intelligence horsnorme du chef de l'État, avaient, pour leur part, supputé toute l'abyssale bêtise d'une telle décision bien avant que ce dernier n'appuie sur le bouton rouge.

Face à cette débandade du bon sens, où tout semble tenir plus des escaliers d'Escher que de la rassurante ligne droite, à défaut d'une drôle d'année palindrome, on signerait presque pour une année anarchique au sens de l'idéal de Proudhon, où l'ordre règne sans le pouvoir des chefs.

Le regard de Faro





NEWSLETTER

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

pour ne rien manquer de l'actualité économique et juridique régionale



www.journal-du-palais.fr





INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.journal-du-palais.fr du Journal du Palais est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements de la Côte-d'Ör et de l'Yonne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif. Seules les annonces présentes sur notre site www.journal-du-palais.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

> Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

le Journal du Palais

Confiez-nous vos annonces légales!



Envoyez vos annonces par mail à : annoncelegale.jdp@legalnet.org Renseignements au 03 80 68 25 55

Journal hebdomadaire régional LE JOURNAL DU PALAIS SAS au capital de 235.000 € - R.C.S. 015 750 243 Dijon Société du groupe ForumEco

Siège social : 2 B avenue de Marbotte - 21000 DIJON Tél.: 03.80.68.25.55 - Fax: 03.80.68.25.56 Site internet: www.journal-du-palais.fr Bureaux ouverts du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 14h à 17h30

Principal associé : Générale de Participations

Représentant légal et directeur de la publication : Benjamin BUSSON **Directeur:** Jacques STAKLIN

Rédactrice en chef : Emmanuelle DE IESUS **Rédaction :** Frédéric CHEVALIER - Militine GUINET - Killian ROBLOT

> Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € Abonnement annuel: 120 €

> Imprimé sur les rotatives de Rotimpres Polignon Pla de L'Estany s/n 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 2742-6084 - N° CPPAP : 1128 I 83851

Service annonces légales : annoncelegale.jdp@legalnet.org Rédaction: redaction.jdp@legalnet.org

Côte-d'Or

CONSTITUTION

DE SOCIETE

DELLERY Jérémie

au capital de 1 000 euros Siège social : 15 Rue Vaulori 21290 BENEUVRE

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BENEUVRE du 17 décembre 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques

sociale Forme Société responsabilité limitée

Dénomination sociale : DELLERY Jérémie

Siège social : 15 Rue Vaulori, 21290 BENEUVRE

Objet social : Tous travaux de maçonnerie générale sous quelques formes que ce soit, et gros oeuvre de bâtiment, tous travaux de rénovation et travaux de revêtement des sols et murs, la réalisation de terrasses.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros Gérance : Monsieur Jérémie DELLERY, demeurant 15 Rue Vaulori

21290 BENEUVRE Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON

Pour avis : La gérance

L2405539



SCP François PENY, François GUILLERMET, Stéphanie CHAPUIS et Luc DASNOY

2 rue Bossack - 21000 DIJON

SCI LA COLOMBIERE

Suivant acte recu par Me Luc DASNOY, notaire à DIJON, le 30 décembre 2024, a été constituée la société civile dénommée «SCI COLOMBIERE», siège social : DIJON (21000), 29 rue de la Colombière.

Capital social : DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €), divisé en 200 parts sociales de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numérotées de 1 à 200.

Objet social : la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à endroit qu'ils se trouvent situés, à quelque

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Dijon. Cessions de parts soumises à l'agrément des associés. Nommés premiers gérants de ladite société : Monsieur Côme Henri Gilles LEPAGE, et Madame Carole Thérèse Marie-Louise ROYER, demeurant ensemble à DIJON (21000), 29 rue de la Colombière.



SCP François PENY, François GUILLERMET, Stéphanie CHAPUIS et Luc DASNOY

LES ROSIERS

Aux termes d'un acte authentique recu le 31/12/2024 par Maitre François PENY, Notaire à DIJON (21000) rue Bossack, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes

Dénomination sociale ROSIERS

Objet social : la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières.

Siège social : 9 Bis rue des Rosiers. 21130 VILLERS LES POTS

Capital : 100 200 € Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de DIJON

Co-gérance : M. LACHKAR Driss 9 Bis rue des Rosiers 21130 VILLERS LES POTS et Mme LACHKAR Fatima 9 Bis rue des Rosiers 21130 VILLERS LES POTS et M. LACHKAR Amane-Allah 8 rue Cavendish 75019 PARIS et M. LACHKAR Samy 8 rue Cavendish 75019 PARIS

Clause d'agrément : cessions libres entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément des associés.

Maître François PENY

L2500001

MODIFICATION

DE STATUTS

«SCI IMOCODO»

Société Civile Immobilière Au capital de 36.000,00 €uros Siège social à 12 rue des Petits Prés - 21121 DAIX R.C.S.: 832 722 206

Suivant A.G.E. en date du 14 décembre 2024, il a été décidé : De transférer à compter du même jour, le

ANCIENNE MENTION: 12 rue des Petits Prés - 21121 DAIX. NOUVELLE MENTION

HAUTEVILLE LES DIJON, 3 rue d'Altura Le dépôt légal sera effectué au Greffe

du Tribunal de Commerce de DIJON. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquent.

Pour avis : La gérance. L2406367



2 bis rue du Cap Vert - 21800 QUETIGNY

CABINET MEDICAL GLM

Nouvelle dénomination MED'AUXOIS Société civile de moy Capital social de 5.793,06 €uros Nouveau capital social: 7.724.08 €uros Siège social : 2 rue du Foirail 21320 POUILLY-EN-AUXOIS R.C.S. Dijon 417 711 199

La collectivité des associés, par décision du 20/12/2024, a décidé d'augmenter le capital social de 1.931,02 € pour le porter de 5.793,06 € à 7.724,08 €, de changer la dénomination sociale actuel pour « MED'AUXOIS », de modifier les articles 3 et 7 des statuts et de désigner Monsieur Pierre CALONGE en qualité de cogérant, le tout à compter du même jour.

L2406262



La gérance

ROME FINAVEST

Siège social 4 Cour au Motet 21121 ETAULES 392 764 353 RCS DIJON

Réduction de capital

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26 novembre 2024 et du procès-verbal de la gérance en date du 30 décembre 2024, le capital social a été réduit d'une somme de 14 600 nour être ramené de 110 euros à 95 480 euros par voie de rachat et annulation de 730 parts sociales

appartenant à certains associés.

La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes: ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à 95 480 euros divisé en 4 774

Pour avis La Gérance

relationclient.gazm@ legalnet.org

05 34 41 34 13 06 70 86 21 91

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

ΔΙ ΡΗΔ

SARL au capital de 69 600 € Siège social : 51, avenue Françoise Giroud - Parc Valmy - 21000 DIJON 382 148 898 RCS DIJON

AVIS

Aux termes des décisions unanimes du 16/12/2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 51, avenue Françoise Giroud à DIJON (21000) au 6, rue d'Armaillé à PARIS (75017), et ce à compter du 16/12/2024. Pour avis. L2406435

SCI SWING

SCI au capital de 1 410 000 € Siège Social : 51, avenue Françoise Giroud - Parc Valmy - 21000 DIJON 380 229 179 RCS DIJON

AVIS

Aux termes des décisions unanimes du 16/12/2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 51, avenue Françoise Giroud à DIJON (21000) au 6, rue d'Armaillé à PARIS (75017), et ce à compter du 16/12/2024.

L2406437

APRR

SA au capital de 33.911.446,80 €uros Siège social : 36 rue du Docteur Schmitt 21850 SAINT APOLLINAIRE 016 250 029 RCS de Dijon

Le Conseil d'Administration en date du 18/12/2024 a pris acte de la démission de leur mandat d'administrateur de : M^{me} BEATTIE Amber et M. BEVANS Graeme. Et a désigné administrateur : M. WEHBY Hugh, demeurant 55 Kallaroo Road Riverview NSW 2066 (Australie) en remplacement de M. BEVANS Graeme. Mention au RCS de DIJON. L2406442



LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats 21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

JOBARD

SAS au capital de 7 620 euros Siège social : Rue du Pont Joli 21150 DARCEY 389 090 416 RCS DIJON

DUA du 27/12/2024, il résulte que : M. Adrien COUTHIER, demeurant 6 rue Saint Martin 21140 LANTILLY a été nommé en qualité de Directeur Général en remplacement de la société HOLDING DU PONT JOLI, démissionnaire. L2406443

BRIOT PERROUD EXPERTISE

SARL au capital de 1 000 000 € Siège social : 51, avenue Françoise Giroud - 21000 DIJON 444 155 659 RCS DIJON

Aux termes des décisions unanimes du 20/12/2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 51, avenue Françoise Giroud à DIJON (21000) au 6, rue d'Armaillé à PARIS (75017), et ce à compter du 20/12/2024.

406444

LEGI Société d'avocats

LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats 21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

DV ASSURANCES

SARL au capital de 380 000€ 10B RUE DE LA MARSEILLAISE, 21000 DIJON 493 063 093 RCS DIJON

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

DUA du 22/12/2024, les associés ont décidé de l'extension de l'objet social en ajoutant à l'article 2 des statuts la prise de participation, la détention et la gestion d'actions ou de parts sociales, dans toutes sociétés constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, ayant pour activité le courtage en assurance vie et en incendies, accidents, risques divers et le démarchage bancaire et financier. L2406446

EIGER

SAS au capital de 225.000 € porté à 677.940 €
Siège social : 4 rue de Combe du Bas 21220 GEVREY-CHAMBERTIN RCS DIJON 915 392 823

Augmentation de capital

Selon décisions du 18/12/2024, l'associé unique a :

- augmenté le capital de 370.590 €, pour le porter à 595.590 €, par création de 37.059 actions de 10 € chacune, au moyen d'un apport en nature de 597.768,50 €, le montant de la prime d'apport s'étant élevé à la somme de 227.178.50 €.

- augmenté le capital de 82.350 €, pour le porter à 677.940 €, par création de 8.235 actions de 10 € chacune, au moyen d'un apport en nature de 398.497,50 € (grevé de soultes d'un montant global de 265.665 €), soit un apport net de 132.832,50 €, le montant de la prime d'apport s'étant élevé à la somme de 50.482,50 €.

Ancienne mention : Capital social : 225.000 € Nouvelle mention : Capital social : 677.940 € Mention au RCS Dijon L2406448

LE FOURNIL DE L'AUBES ' PAIN

SAS au capital de 475 000 € Siège social : 19, route de Dijon -21500 MONTBARD 519 337 075 RCS DIJON

Par décisions du 02/12/2024, l'associé unique, prenant acte de l'arrivée à expiration du mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la société EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT, a décidé de ne procéder ni à son renouvellement, ni à son

L2406449

F

FINANCIERE ANT

SC au capital de 275 000 € Siège social : 3, rue Philippe de Rouvres - 21000 DIJON 523 933 141 RCS DIJON

Aux termes des décisions unanimes du 05/12/2024, les associés ont décidé de nommer M. Antoine PROST, demeurant 49, cours Aristide Briand à CALUIRE-ET-CUIRE (69300), en qualité de gérant de la société pour une durée indéterminée à compter du

Pour avis, la gérance L2406451

FINANCIERE AMY

SC au capital de 275 000 € Siège social : 3, rue Philippe de Rouvres - 21000 DIJON 523 933 240 RCS DIJON

Aux termes des décisions unanimes du 18/11/2024, les associés ont décidé de nommer M. Amaury PROST, demeurant 3, rue Saint-Charles à PARIS (75015), en qualité de gérant de la société pour une durée indéterminée à compter du même jour.

Pour avis, la gérance.



Béatrice LERAT - Avocat 6 rue Saint-John Perse - 21000 DIJON

EPSD

Société par Actions Simplifiée au capital de 6 250 €uros augmenté à 7 064 €uros Siège social : 4 Rue Lounès Matoub 21000 DIJON 842 498 230 RCS Dijon

Aux termes d'un PV de l'AGE en date du 06/12/2024, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant global de 814 euros (augmentation de capital en numéraire) par création de 814 actions nouvelles ordinaires émises chacune au prix unitaire de 880 euros (1 euro nominal et 879 euros de prime d'émission). Il a été constaté le 06/12/2024 la réalisation définitive de cette augmentation de capital, les actions avant été libérées en totalité numéraire. En conséquence de la réalisation définitive de cette augmentation de capital en numéraire d'un montant global de 716 320 euros prime d'émission incluse, le capital social est porté de 6 250 euros à 7 064 euros. Les articles 6 et 7 des statuts ont donc été modifiés en conséquence.

Par ailleurs, la collectivité des associés a nommé en qualité de Directeur Général pour une durée indéterminée à compter du 06/12/2024 Monsieur Cyril, Christophe, Yannick GAUTHIER, né le 15 août 1979 à DIJON (21), de nationalité française, domicilié 24 rue des Cruzottes - 21121 AHUY. En qualité de DG, il disposera des mêmes pouvoirs de représentation que le Président.

L2406463

OWL

SAS au capital de 100 000 € Siège social : 18, rue Lamartine 21000 DIJON 931 837 983 RCS DIJON

AVIS

Il résulte des décisions unanimes des associés du 24/12/2024 et des décisions du Président du 30/12/2024, que le capital social a été augmenté de 25 000 € par émission d'actions nouvelles en numéraire, pour le porter à la somme de 125 000 €. En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés. Ancienne mention : 100 000 €; Nouvelle mention : 125 000 €. RCS DIJON.

L2406465

SAS O PERROUD

Pour avis.

SAS d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 1 000 € Siège social : 51, avenue Françoise Giroud - 21000 DIJON 901 814 061 RCS DIJON

Suivant décisions du 23/12/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 51, avenue Françoise Giroud - 21000 DIJON au 4, impasse des Acacias - 21490 BRETIGNY, à compter du même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

L2406467

LEGI Société d'avocats

LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats 21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

SCI LE CLOS

Société civile immobilière au capital de 2 000 €uros Siège social : 21200 MEURSANGES 493 070 825 RCS Dijon

ASSP 23/12/2024 : nomination de Michelle JAVOUHEY, 8 rue de l'Eglise 21200 MEURSANGES, en qualité de gérante à compter du 23/12/2024 pour une durée illimitée. RCS DIJON

007



LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats 21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

GROUPE PIRETTI ENERGIES

SAS au capital de 1.089.600 €uros Siège social : Route de Gray 21490 VAROIS ET CHAIGNOT 015 550 601 R.C.S. Dijon

ASSP 27/12/2024 : 1. Modification de la dénomination sociale : AM : PIRETTI - NM : GROUPE PIRETTI ENERGIES. 2. Modification de l'objet social : AM Le commerce des bois et charbons et de tous combustibles minéraux et végétaux, la vente et le transport de tous combustibles et carburants pétroliers, ainsi que leurs dérivés, tels que gaz, huiles, etc, et également de tous appareils de chauffage et accessoires en gros et en détail. - NM : L'animation de filiales et l'assistance administrative, financière, commerciale et de gestion à ses filiales ou à toutes sociétés dans lesquelles elle détient une participation ; L'acquisition, l'administration, la gestion et la vente de participations dans diverses sociétés industrielles, commerciales, libérales, agricoles et immobilières, de droits et valeurs mobilières de tous types et de tous instruments financiers; La gestion et l'administration du portefeuille de participations, de placements et de son patrimoine en général, l'animation et la coordination des sociétés auxquelles elle est intéressée et les prestations de services et conseils y afférents ; L'acquisition, la souscription, l'administration, la gestion, la location et la vente de tous biens ou droits immobiliers de tous genres, y compris l'immobilier démembré, en viager, en pleine propriété, nu ou meublé, d'habitation, professionnel ou autres détenus directement ou par le biais de société civile ou de société civile de placement immobilier (SCPI, OPCI); Le commerce des bois et charbons et de tous combustibles minéraux et végétaux, la vente et le transport de tous combustibles et carburants pétroliers, ainsi que leurs dérivés, tels que gaz, huiles, etc, et également de tous appareils de chauffage et accessoires en gros et en détail. La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, R.C.S. DIJON.

Pour avis L2500010

PIERCLAU

SCI au capital de 140 000 € Siège social : 9 Place de Verdun 21460 TOUTRY RCS de DIJON n°509 898 763

Avis de modification

L'AGE du 23/09/2024 a décidé à compter du 23/09/2024 de nommer en qualité de gérant M. VAILLE Pierre, demeurant 9 Place de Verdun 21460 TOUTRY en remplacement de M^{me} VAILLE Claudine, pour cause de démission.

Modification au RCS de DIJON. Pierre VAILLE

L2406468



LEGI CONSEILS BOURGOGNE

Cabinet d'Avocats 21 avenue Albert Camus 21000 DIJON

AZZA CONSEIL

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €uros Siège social : 4 allée Maurice Cottin 21121 FONTAINE LES DIJON 842 698 144 R.C.S. Dijon

ASSP 17/12/2024 : Démission de Romain CLUZEAU de ses fonctions de cogérant à effet du 31/12/2024. R.C.S. DLION

L2500006

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS



L'ARISTIDE

AVIS DE CESSION

Acte de Me Vincent BRIOTET du 26 décembre 2024, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement DIJON, le 30 décembre 2024, dossier 2024 00058048 référence : 2104P01 2024 N 03166.

Cédant : La société dénommée ANPAMAR, SAS au capital de 2000 EUROS, siège social à DIJON (21000), 61, avenue Aristide Briand, SIREN N° 841041817 RCS DIJON.

Cessionnaire: La société dénommée KIN AROY, SAS au capital de 2000 EUROS, siège social à DIJON (21000), 61, avenue Aristide Briand, SIREN N° 934373341 RCS DIJON.

Fonds vendu : BAR BRASSERIE PIZZERIA CREPERIE, avec DEBIT DE BOISSONS, sis et exploité à DIJON (21000), 61 avenue Aristide Briand, sous l'enseigne «L'ARISTIDE», RCS DIJON N° 841 041 817.

Eléments corporels et incorporels cédés moyennant le prix de 40.000,00 €, propriété et jouissance transférées le 26 décembre 2024.

Oppositions en la forme légale dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, en l'office notarial JOUFFROY & FILEAS, 43 rue Devosge 21000 DIJON, où domicile est élu à cet

Pour unique insertion : Vincent BRIOTET L2406461

FUSION

CARTRADE

SAS au capital de 150.000 €uros Porté à 450.000 €uros Par l'effet de la fusion visée ci-après Siège social : 19 rue des Ardennes - 21000 DIJON 433 365 376 RCS Dijon

Avis de fusion et d'augmentation de capital

Aux termes d'un procès-verbal en date du 27 décembre 2024, l'associée unique de la société CARTRADE a :

- Approuvé le projet de fusion établi par ASSP en date du 15 novembre 2024, aux termes duquel la société LE NARVAL, SCI au capital de 1.000 €, dont le siège social est 19, rue des Ardennes 21000 DIJON, immatriculée au RCS sous le numéro 797 475 126 RCS DIJON, a fait apport, à titre de fusion, à la société CARTRADE de la totalité de son actif évalué à 1.049.696 €, à charge de la totalité de son passif évalué à 267.399 €, la valeur nette des apports s'étant donc élevée à 782.297 €

a 782.29 €,

Décidé, pour rémunérer cet apport, d'augmenter son capital d'un montant de 300.000 € pour le porter de 150.000 € à 450.000 €, par la création de 7.500 actions nouvelles de 40 € chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées à l'associée unique de la société LE NARVAL à raison de 75 actions de la société CARTRADE contre 1 part de la société LE NARVAL

contre 1 part de la société LE NARVAL. La prime de fusion s'élève globalement à 482.297 €.

La fusion est devenue définitive le 27 décembre 2024 ainsi qu'il résulte du procès-verbal des décisions de l'associée unique de la société LE NARVAL en date du 27 décembre 2024 et du procès-verbal des décisions de l'associée unique de la société CARTRADE en date du 27 décembre 2024, la société LE NARVAL se trouvant dissoute à cette date de plein droit du fait de la fusion.

La fusion a un effet rétroactif au 1er janvier 2024, d'un point de vue comptable et fiscal, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la société LE NARVAL depuis le 1er janvier 2024 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion sont réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société CARTRADE et considérées comme accomplies par la société CARTRADE depuis le 1er janvier 2024.

En conséquence de l'augmentation de capital, l'article 7 des statuts relatif au capital social a été modifié comme suit

uit : ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL :

ANCIENNE MENTION : «Le capital social est fixé à cent cinquante mille €uros (150.000 €). Il est divisé en 3.750 actions d'une valeur nominale de quarante €uros (40 €) chacune, d'une même catégorie, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs».

NOUVELLE MENTION : «Le capital social est fixé à quatre cent cinquante mille €uros (450.000 €). Il est divisé en 11.250 actions de 40 € chacune, de même catégorie».

Pour avis : Le président. L2406459

POURSUITE D'ACTIVITE

BISCUITERIE MISTRAL

SAS au capital de 258 000 € Siège social : Lieudit « le Pré Bazin « - route de Dijon - 21140 SEMUR-EN -AUXOIS 542 003 629 RCS DIJON

Aux termes d'une décision en date du 02/12/2024, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, le Président. L2406450

Pour avis

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or / Yonne

DISSOLUTION

DE SOCIETE



SARL ETC 5 allée des Corvées - B.P. 30048 21240 TALANT

B.L.A.N.C. AZUR

Société Civile Immobilière Au capital de 1 000 €uros Siège Social : Chemin d'Ahuy 21121 FONTAINE-LES-DIJON R.C.S. Dijon 509 643 359

décisions unanimes 12/12/2022, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 12/12/2022 et sa mise en liquidation. M. Patrick JEANDROZ demeurant 16 Route d'Hauteville 21121 AHUY a été nommé liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Cette nomination a mis fin au mandat de la gérance. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. Mention sera faite

SCM DENTAIRE QUENEAU

L2404535

DENTAIRE QUENEAU - Société civile de moyens - au capital de 75 000 euros - Siège social : 6 Rue Fagon 21700 NUITS-SAINT-GEORGES - 440 746 287 RCS DIJON : le 31/12/2024 dissolution anticipée & mise en liquidation amiable M. Ivan QUENEAU (16 rue de la Berchère NUITS-SAINT-GEORGES), liquidateur & siège de la liquidation au siège social (6 Rue Fagon 21700 NUITS-SAINT-GEORGES).

SCI MIDE

SCI au capital de 1 524,49 € Siège social : 35 Chemin des Cents Ecus - 21000 DIJON 409 569 530 RCS DIJON

Avis de dissolution

L'AGE du 16/12/2024 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du jour même, nommé en qualité de liquidateur M^{me} Michèle LOIZON, demeurant 35, chemin des Cent Ecus - 21000 DIJON et fixé le siège de liquidation au siège

Pour avis. Le liquidateur

SCI SULIA 16

SCI au capital de 1 000 € Siège social : 5, rue Paul-Emile Victor - 21000 DIJON 538 307 398 RCS DIJON

Avis de dissolution

L'AGE du 31/12/2024 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du jour même, nommé en qualité de liquidateur M. Jean ROBIN, demeurant 5, rue Paul -Emile Victor - 21000 DIJON et fixé le siège de liquidation au siège social.

Pour avis. Le liquidateur.

L2406454

CLOTURE

DE LIQUIDATION



CABINET MEDICAL DES CHAMPS PERDRIX

au capital de 152,24 €uros Siège social : 34 Avenue des Champs Perdrix 21000 DIJON 343 243 341 RCS Dijon

associés en date du 20/12/204, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont : - approuvé les comptes liquidation ;

- donné quitus aux 2 liquidateurs , savoir Monsieur Philippe Jean Pierre SONDEY et Madame Gabrielle Céline Marie BERTRAND et déchargé ses derniers de leur mandat

prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de DIJON - Mention sera

Pour avis.

SCI MIDE

SCI en liquidation au capital de 1 524,49 € Siège social et de liquidation 35 Chemin des Cents Ecus 21000 DIJON 409 569 530 RCS DIJON

L'AGE du 16/12/2024 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du jour même. Radiation au RCS de

Pour avis, Le Liquidateur

SCI SULIA 16

SCI en liquidation au capital de 1 000 € Siège social et de liquidation : 5, rue Paul-Emile Victor - 21000 DIJON 538 307 398 RCS DIJON

L'AGE du 31/12/2024 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du jour même. Radiation au RCS de

Pour avis, Le Liquidateur

SUCCESSION

VACANTE

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogneranche-Comté et Côte-d'Or 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. DEBOUVRIE décédé le 18/02/2024. Réf 0218137547. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. 1 2406469

SUCCESSION VACANT

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or. 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. GANGLOFF Jean-Louis décédé le 11/10/2023. Réf. 0218137549. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or. 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon. a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de \mathbf{M}^{me} DURIN Jacqueline décédée le 07/02/2023. Réf. 0218137550. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. L2406471

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. CAMUS Jean-Pierre décédé le 01/08/2013. Réf. 0218137546. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 18/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. SIMON Gérard décédé le 30/08/2022. Réf. 0218137551. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de Mme PEREDA Henriette décédée le 13/10/2023. Réf. 0218137555. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. L2406474

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 18/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. BRETHOME Pierre décédé le 30/10/2023. Réf. 0218137557 Les déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. L2406475

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de DIJON en date du 19/11/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M^{me} OUDIN Paulette décédée le 19/03/2022. Réf 0218137548. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. L2406476

TRANSMISSION

UNIVERSELLE **DE PATRIMOINE**

LE NARVAL au capital de 1.000 €uros Siège social : 19 rue des Ardennes 21000 DIJON 797 475 126 RCS Dijon

Avis de dissolution

L'associée unique de la société LE NARVAL a, le 27 décembre 2024 approuvé le traité établi sous signature privée en date du 15 novembre 2024 et portant fusion par absorption de la Société par la société CARTRADE, société par actions simplifiée au capital de 150.000 €, dont le siège social est 19, rue des Ardennes 21000 DIJON, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 433 365 376 RCS DIJON.

L'associée unique a décidé la dissolution anticipée, sans liquidation de la société LE NARVAL, le passif de cette Société étant intégralement pris en charge par la société CARTRADE et les actions émises en augmentation de son capital par la société CARTRADE étant directement et individuellement remises à l'associée unique de la société LE NARVAL, à raison de 75 actions de la société CARTRADE pour 1 part de la société LE NARVAL.

L'associée unique de la société CARTRADE, en date du 27 décembre 2024, ayant approuvé le traité de fusion et augmenté son capital, la fusion et la dissolution de la société LE NARVAL sont devenues effectives à cette date.

Les actes et pièces concernant la dissolution sont déposés au Registre du commerce et des sociétés de DIJON. Pour avis : La Gérance

CONSTITUTION

DE SOCIETE

STOVE ENERGY

date du 30 décembre 2024, a été constituée la Société présentant les

DÉNOMINATION : STOVE ENERGY FORME : Société par actions

CAPITAL: 3 500 euros SIÈGE: 8, rue des Roches, 89210

OBJET: L'achat et la vente de

poêles à bois/granulés ainsi que de tous éléments de menuiserie en bois

DURÉE: 99 années à compter de EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGRÉMENT : Les cessions d'actions appartenant à l'Associé unique sont libres. En cas de pluralité d'Associés les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

PRÉSIDENTE : Madame Véronique Michel, demeurant 16, rue Louis Pasteur, 10130 Ervy le Chatel. IMMATRICULATION : au RCS de

Pour avis

MODIFICATION

DE STATUTS

EDITIONS BENOIT FRANCE

Société à responsabilité limitée au capital de 70.005 €uros Siège social 11 Grande Rue - BEON (89410) 337 572 085 RCS Sens

Suivant procès-verbal d'assemblée générale en date du 28 juin 2024, il résulte que les modifications suivantes sont intervenues sur la société EDITIONS BENOIT FRANCE

- Cessation des fonctions de gérant de Monsieur Benoît René Albert Emmanuel FRANCE, le 25 juillet 2022, date de son décès,

- Désignation de Monsieur Pascal Frédéric Louis LEROUEILLE, né le 20 juin 1962 à DIJON (21), de nationalité française, demeurant 30 rue Montegros à CHAMPVALLON - 89710 MONTHOLON, en qualité de seul

- Modification de l'article 7 des

Mention sera faite au RCS de SENS. Le représentant légal.

L2406447

CLOTURE

DE LIQUIDATION

SERVIGEST SARL en liquidation

au capital de 18.293 €uros Siège social : 20 rue Saint André - 89250 GURGY 392 982 377 RCS Auxerre

Aux termes d'une décision en date du 28/09/2024, l'AG Extraordinaire a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 28/09/2024. Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de AUXERRE.

le Journal du Palais

POUR PLUS DE RAPIDITE,

Envoyez-nous vos annonces par mail



annoncelegale.jdp @legalnet.org



POUR PLUS DE RAPIDITE,



OPTEZ

POUR

LE

REGLEMENT

PAR

VIREMENT

OU PAR

CARTE

BANCAIRE

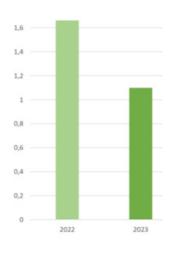


03.80.68.25.55.

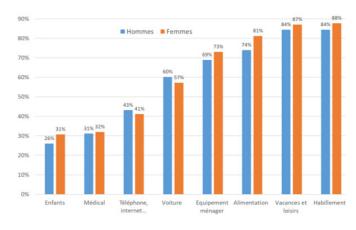
Inflation et inégalités hommesfemmes: un frein à l'économie



Écart moyen d'inflation entre les femmes et les hommes (en points de pourcentage - Source : Banque de France)

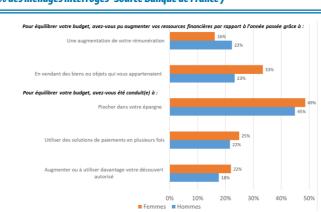


L'ajustement des achats au choc inflationniste



Pourcentage d'individus ayant déclaré s'imposer régulièrement des restrictions par poste de budget. Source : Banque de France

L'ajustement par les ressources au choc inflationniste (% des ménages interrogés- Source Banque de France)



BANQUE DE FRANCE

EUROSYSTÈME

a participation des femmes au marché du travail demeure inférieure à celle des hommes. Le taux d'activité des femmes stagne autour de 84%, contre près de 100% pour les hommes, dans les classes d'âge comprises entre 25 et 49 ans. Par ailleurs, elles sont plus nombreuses à occuper un emploi à temps partiel : parmi les salariés, 26,6% des femmes sont à temps partiel contre seulement 7,8% des ĥommes. Ensuite, à temps de travail égal, le salaire des femmes reste inférieur à celui des hommes dans le privé. L'écart tient en partie au fait que les femmes sont plus susceptibles d'exercer moins d'heures et des professions moins bien payées dans des entreprises qui rémunèrent moins bien.

UN COÛT ÉCONOMIQUE MAJEUR

hommes et femmes représentent Les femmes déclarent plus fré- hommes.

un coût économique considérable. Les revenus du travail, qui constituent plus des deux tiers du PIB, subissent l'impact direct de ces écarts. La persistance de cet écart pourrait représenter une perte de l'ordre de 10 % du PIB pour la France. Ces inégalités tendent néanmoins à s'estomper en France: l'écart de revenus journaliers selon le genre s'est ainsi réduit passant de plus de 30 % à moins de 25 % entre 2002 et 2019. L'écart de rémunération horaire femme-homme est, lui, passé de 18 % à 11,5 %. Aux États-Unis, des chercheurs ont démontré qu'une part importante de la croissance du PIB par habitant depuis 50 ans pouvait être attribuée à l'intégration des femmes sur le marché du

LE CAS DE L'INFLATION

Dans les enquêtes d'opinion de la Banque de France, les femmes se révèlent plus sensibles que les hommes à l'inflation, qu'elles perçoivent à un niveau plus Cela est d'autant plus important élevé. Cette différence peut être que 60% des femmes déclarent reliée à des expériences diffé-Les inégalités de revenus entre rentes d'achats au quotidien. tique monétaire contre 44% des

quemment que les hommes avoir dû ajuster leurs décisions de consommation face au choc inflationniste de 2022-2023. En 2023, 81% des femmes ont indiqué avoir dû restreindre les achats alimentaires, contre 74% des hommes.

Les femmes se déclarent plus souvent contraintes que les hommes dans leurs dépenses quotidiennes, ce qui se traduit ensuite dans leurs comportements d'épargne : en 2023, seules 53% des femmes ont annoncé pouvoir mettre de l'argent de côté chaque mois, contre 61% des hommes.

Les différences de perception d'inflation femmes-hommes soulignent la nécessité pour les banques centrales d'avoir une communication mieux reliée aux expériences d'inflation vécues par les individus et de mieux expliquer ce que sont l'inflation et les politiques monétaires conduites pour stabiliser les prix. ne pas connaître du tout la poli-

En 2022 comme en 2023, les femmes ont des perceptions d'inflation supérieures aux hommes: 1,6 point de pourcentage (pp) de plus en 2022 et 1,1 pp en 2023.

79%

En octobre 2023, près de 75 % des Français ont modifié leurs comportements d'achat en réponse à l'inflation. Une proportion plus élevée pour les femmes (79%) que pour les hommes (67%) avec quelques différences selon les postes de budget.

16 %

En 2023, seules 16% des femmes déclarent avoir pu compter sur une augmentation de leur rémunération, contre 22% des hommes. Tendance. Peu importe leur prestige ou leur âge, les voitures anciennes suscitent la passion de centaines des milliers d'amateurs. Coup de projecteur sur un univers où on célèbre le culte de la bagnole..

Le petit monde des voitures de collection



a règle n'est pas immuable mais presque. Les collectionneurs de voiture sont attirés par les modèles qui les ont fait rêver lorsqu'ils étaient enfants ou ados. Cela explique l'engouement depuis quelques années pour celles qu'on appelle les « youngtimers », sorties à la fin du XXe siècle. Elles sont recherchées par des amateurs qui avaient de dix à vingt ans lorsqu'elles faisaient les beaux jours du marché...

On connait presque tous un membre de sa famille, un ami, un voisin ou un collègue de travail qui possède une voiture de collection. Des mots à mettre également au féminin même si les hommes constituent le gros du bataillon des collectionneurs. Une ancienne pas forcément très ancienne, pas nécessairement rare mais pour laquelle ceux qui la conserve au fond de leur garage parlent avec passion. Combien sont-ils? Combien possèdent-ils de voitures? Stars sur roues ou humbles outils du quotidien: quelles sont ces voitures d'hier et d'avant hier? La Fédération française des véhicules d'époque (FFVE) réalise régulièrement des enquêtes auprès de ses adhérents permettant d'en savoir davantage sur les quelques 903.000 véhicules de plus de trente ans en circulation, répondant plus ou moins à la définition de voitures anciennes. Parmi elles, seulement 292.000 bénéficient d'une carte grise dite « de collection ». Près de la moitié de ce parc

1970 et 1980. Des quinquas et quadras encore fringantes. Viennent ensuite les voitures des années 50 et 60 qui totalisent un quart des voitures collectionnées, puis les youngtimers (21%), âgées de vingt à trente ans. Tout compte fait, le parc des voitures de collection affiche 53 ans en moyenne.

RAISON ET PASSION

Combien sont ces collectionneurs qui maintient en vie notre patrimoine automobile? Impossible d'avancer un chiffre précis. La FFVE les estime à 400.000, nombre correspondant à celui des cartes grises de collection. Cependant une large part des anciennes disposent d'une carte grise normale. Par ailleurs, les enquêtes roulant date des décennies de la Fédération mettent

en avant une movenne de trois véhicules par collectionneur. Cela rend réaliste l'évaluation de la FFVE. Il s'agit à 97 % d'hommes de 59 ans en moyenne pour les voitures dont le revenu du fover était de l'ordre de 54.000€ par an en 2021, même si 41% disposaient de moins de 40.000€ par an. 45 % vivent en zone rurale, 25 % dans un village et seulement 35 % en ville : il faut un peu de place pour collectionner des voitures. La moitié d'entre eux sont actifs et presqu'autant à la retraite.

Ils ne dépensent pas des sommes délirantes pour leurs passion. Achat (21.300€ en moyenne), entretien et réparations (3.040€), déplacements et sorties (2.467€), les budgets sont raisonnables. Il est vrai qu'ils roulent peu,

moins de 1.100 km par an, dix fois moins qu'un automobiliste au volant de sa voiture des tous les jours. Ils ont très peu d'accidents; seulement 3 % sont concernés chaque année. Dans plus de 90 % dommages.

Sans surprise, les trois marques françaises majeures rallient les suffrages d'une majorité de collectionneurs. A commencer par Citroën, de loin la plus vénérée à travers ses modèles les plus emblématiques : Traction Avant. DS et bien sûr « LA » 2CV. C'est la plus populaire avec près de 16.000 unités. C'est aussi la plus vendue, souvent à des prix laissant rêveur. Suivent à distance Peugeot avec la star des youngtimers, la

205 et Renault dont la R4 est désormais la troisième ancienne la plus vendue. On est loin des Ferrari et autres Maserati faisant tourner les têtes.

Le poids économique de la voiture de collection des cas, il s'agit de petits n'est pas négligeable. Il représente plus de 24.000 emplois directs avec des entreprises comptant en moyenne six salariés. Si le secteur est en constant développement, les difficultés de recrutement de personnel qualifié se posent. C'est même la deuxième préoccupation des professionnels derrière l'évolution des réglementations qui pourrait restreindre la circulation de ce patrimoine vivant. Pas de quoi décourager les collectionneurs.

Dominique Marée



Essai. Les 1.800 chevaux de ce chef d'œuvre sur roues l'entrainent à des vitesses inouïes. Assemblée en Alsace à Molsheim, elle sera produite à la main à seulement 250 unités.

Bugatti Tourbillon, au-delà de l'exception

u cas où le Père Noël vous aurait oublié - ça peut arriver - il n'est pas encore trop tard pour lui commander la nouvelle Bugatti Tourbillon. Son nom fait référence à un mouvement mécanique horloger exceptionnel. Comme ce joyau motorisé par un inédit 16 cylindres en V atmosphérique de 8,3 litres affichant 1.000 chevaux tout ronds, soutenu par un trio de blocs électriques implantés sur les trains avant et arrière augmentant la puissance de 800ch. 1800ch prêts à bondir à la moindre sollicitation : c'est du jamais vu sur une voiture de route. Et pas davantage sur un modèle de course. Sa vitesse maximum de 400km/h est également unique. Et pour être dans l'air du temps. elle est capable d'accomplir jusqu'à 60km en mode exclusivement électrique.

Au-delà de ces chiffres donnant le tournis, la Bugatti Tourbillon témoigne d'un art automobile poussé à l'extrême. La volonté de Mate Rimac, le nouveau propriétaire croate de la marque créée par Ettore Bugatti en Alsace en 1909 : que chaque élément la constituant soit digne d'être exposé dans



une galerie d'art. C'est le cas en particulier de l'aménagement intérieur avec des compteurs et instruments de bord composés de 600 pièces d'orfèvrerie : saphir, rubis, titane. La console

centrale mêlant aluminium et cristal frôle également la per-

La Bugatti Tourbillon dont la production sera limitée à 250 exemplaires est assemblée à la main par des artisans hautement qualifiés en France sur le site historique de la marque à Molsheim en Alsace. Son prix est celui de l'exception: 3,8 millions d'euros. Sans les options, bien sûr. En moyenne, chaque acheteur de Bugatti ajoute environ 500.000 € pour personnaliser sa voiture. Le pire est que la plupart des Bugatti produites depuis la renaissance de la marque à la fin du siècle dernier ne sont pratiquement jamais utilisées et dorment à l'ombre de garages.

Dominique Marée

Crise. Le premier constructeur automobile européen a annoncé un plan d'économies drastiques avec à la clé 35.000 suppressions d'emplois mais sans aucune fermeture d'usine.

Volkswagen à la diète

vis de tempête sur l'industrie automobile européenne. Non seulement tants et autres fournisseurs avec des fer- naires et cette cure d'austérité passe mal. metures de sites et des milliers d'emplois perdus mais aussi chez les constructeurs. Personne n'est épargné, même pas le numéro un européen, Volkswagen.

Pour faire face aux difficultés qui se multiplient, entre mévente des modèles électriques et concurrence chinoise toujours plus prégnante, Volkswagen a été contraint de réagir avec un plan d'économie de 4 Mds€ annuels avec l'objectif de retrouver une rentabilité de 6,5 %. Un chiffre pourtant moindre que celui de Peugeot ou Renault. Deux exemples parmi d'autres.

Ces mesures d'économie entraineront la suppression de 35.000 emplois d'ici 2030, soit plus de 10 % de ses effectifs. Toutefois, le constructeur s'est engagé auprès du puissant syndicat allemand IG Metall à ne procéder à aucun licenciement sec, privilé-

giant les départs volontaires, les retraites ou le renouvellement des CDD. En juin, avait La chez les équipementiers, sous-trai- versé 4,5 Mds€ de dividendes à ses action-

> Cependant le pire a été évité : aucune usine de production ne fermera alors qu'il avait envisager d'en supprimer plusieurs. notamment l'usine cathédrale de Dresde sous-occupée qui arrêtera de produire des voitures en 2025 et celle d'Osnabrük où travaille plus de 3.500 personnes mais qui tourne à moins 20 % de sa capacité de production.

> En 2016, Volkswagen avait annoncé son ambition de vendre un million de voitures électriques en 2025. La marque en a écoulé seulement 400.000 en 2023 et restera aussi loin de son objectif lorsqu'on fera les comptes de 2024 dans quelques jours.

> La situation du premier constructeur européen est emblématique des difficultés qui touchent l'ensemble du secteur de l'automobile. Les amendes délirantes décidées



par des institutions européennes déconnectée de la réalité pour punir les groupes ne respectant les nouvelles normes d'émission

ne vont pas arranger la situation. Bien au



ABONNEZ-VOUS!

- **52 NUMÉROS DU JOURNAL DU PALAIS**
- **VERSION NUMÉRIQUE**
- **SUPPLÉMENTS THÉMATIQUES ET HORS-SÉRIES**







NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT

☐ Je m'abonne pour 1 an au prix de 120 €

Règlement par chèque ou virement

Vous pouvez avoir accès, gratuitement à notre journal sur Internet : https://journal-du-palais.fr

Sur notre site, vous retrouverez toutes les informations économiques régionales de notre hebdomadaire enrichies de brèves, d'informations quotidiennes, et d'informations juridiques et fiscales et bien entendu de nos annonces légales qui couvrent désormais les départements de la Côte d'Or, de la Saône et Loire et de l'Yonne.

Cette version Internet est complétée par une newsletter quotidienne, à laquelle il vous sera juste demandé de vous abonner gratuitement, formellement pour respecter la règlementation sur la protection de la vie privée.



Pour cela, il vous suffit de scanner le QR code ci-dessus.

N d abonne (si deja abonne): JP	
Société :	
☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle	
Nom:	Prénom :
Adresse:	
Code Postal, Ville :	
Tél. :	Fax:
E-mail :	
Activité :	
Signature :	

BULLETIN D'ABONNEMENT À RETOURNER À : Journal du Palais - Service abonnement - 2B Avenue de Marbotte – 21000 DIJON Tél. : 03.80.68.25.55 – abonnement.jdp@legalnet.org- www.journal-du-palais.fr

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78 (art.27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des propositions commerciales d'autres entreprises. Dans le cas contraire, merci de nous contacter.





Xavier Brignon. Cet artisan pâtissier-chocolatier à Besançon vient de recevoir le titre de « Maitre Artisan Pâtissier ». Parallèlement à ce sacre, il ouvre une seconde boutique au centre-ville.

Sacré péché de gourmandise

a vie professionnelle de Xavier Brignon doit tout à l'un des sept péchés capi-

taux : celui de la gourmandise. Enfant déjà, il était capable d'engloutir le tiers de la préparation à tarte de sa grand-mère avant qu'elle n'ait eu le temps de la passer au four! Collégien, ce penchant pour la chose sucrée lui valut quelques heures de colle, après que le garnement ait croqué goulûment dans le gâteau préparé par la classe d'à côté : « Cette punition est venue conforter en moi l'idée que je devais faire de ma gourmandise mon métier », se souvient Xavier Brignon. À une époque où les métiers manuels sont peu considérés, il s'inscrit d'abord à l'école hotelière de Besançon où son appétence au sucre lui vaut d'être une nouvelle fois remarqué par un de ses professeurs qui lui prédit un destin de pâtissier.

GLOBE-CROQUEUR

La messe étant dite, il entre en 1990 en apprentissage chez Philippe Verny, un grand pâtissier qui tient boutique rue de Vesoul à Besançon. Il obtient un CAP cuisinier complété d'un an de CAP chocolatier. Trois ans plus tard, libéré du service militaire, on le retrouve dans les cuisines d'un restaurant au Canada où il partage son temps entre descentes de pistes en snowboard et montée de blancs en neige. Ce boulimique de travail et de savoirs poursuit ses pérégrinations sucrées encore un été à Montréal alternant avec la réalisation des desserts le soir en restauration et le matin dans une boutique de pâtis-

serie, avant de s'envoler pour la Suisse, où, à 22 ans, il prend la place de chef pâtissier d'un hôtel restaurant quatre étoiles à Genève. « C'était l'époque des premiers postes de pâtissiers en cuisine, des premiers desserts de restaurant, où tout est fait minute pour sublimer

sion que la pâtisserie de boutique », se souvient Xavier Brignon qui pendant plus de vingt ans va ainsi continuer de "globe-croquer" les expériences un peu partout dans le monde auprès des plus grands chefs cuisiniers, de meilleurs ouvriers de France ou encore de champions du Monde de la pâtis-



serie au sein des univers culinaires, pâtissiers et traiteurs. « J'ai passé deux ans aux États-Unis, dans une station de ski au Colorado, j'y ai appris la langue et obtenu une carte verte mais j'ai surtout pris conscience de la formidable notoriété de la pâtisserie française... », relate l'artisan, tout en confiant qu'à l'époque : « j'étais une véritable éponge,

« Quand on est pâtissier français, de l'Asie à l'Amérique, le monde s'ouvre à vous mais on n'a rien sans rien, le travail reste indispensable »

les goûts, tout en s'inscrivant dans je notais tout dans des carnets, prenant la continuité du menu élaboré par le tout ce qui me faisait vibrer, ce en quoi chef... Sans conservation, ni transport, je me reconnaissais, dans l'optique de on entrait dans une tout autre dimen- m'en servir plus tard dans la construction de ce qui ferait l'ADN de mes futures créations. Il faut dire qu'à l'époque, il n'y avait pas d'internet, pas d'accès facile aux savoirs, la seule solution était de pousser des portes et de travailler sans compter ses heures ». En 2014, il a 42 ans, quand il décide enfin de se poser et de s'installer dans son Besançon natal. Le

hasard, le fera reprendre la boutique de son premier employeur Philippe Verny. Mais avant de boucler ainsi la boucle, Xavier Brignon, reprend pour un temps le chemin de la formation : « je voulais savoir si j'avais la légitimité de m'installer à mon compte ». Il se confronte alors aux meilleurs, du chef étoilé de Metz Christophe Dufossé au

Meilleur ouvrier de France Franck Fresson « qui possède sans doute la plus belle boutique de France et la plus technique ». Ainsi rassuré par ses pairs, celui qui cumule également les concours et les prix (meilleur apprenti de Franche-Comté, demi-finaliste en 2018 Meilleur apprenti de France, et vice-champion de France du dessert 2009 et 2011) va enfin pouvoir s'exprimer

pleinement, associant sa double expérience en cuisines et en boutiques dans des créations signées XB, inspirées d'une saveur, d'un voyage ou d'une experience et privilegiant les produits locaux sans concession sur la qualité.

UN TITRE ET DEUX BOUTIQUES

Ces gourmandises raisonnées, moins sucrées et moins grasses trouvent rapidement leurs becs sucrés locaux au point de voir le chiffre d'affaires multiplié par trois en dix ans, avec une croissance à deux chiffres chaque année. « Nous avons été très vite à l'étroit dans la boutique, nous avons donc investi dans un laboratoire de 300 m² à Miserey-Salines : un outil formidable riche en machines qui m'ont permis d'optimiser toute la production sans valeur ajoutée. L'idée étant d'aller vers une mécanisation intelligente qui en enlevant la pénibilité libère la créativité et fidélise les équipes

Naissance le 31 janvier à Besançon.

1990

Débute chez le pâtissier bisontin Philippe Verny.

2014Ouvre sa première boutique à

Besançon, rue de Vesoul.

2024

Ouvre une seconde boutique au centre-ville de Besançon.

2024

Obtient le titre le « Maître Artisan Pâtissier».

». Enfin, mi-novembre 2024, il ouvre une deuxième boutique bisontine en plein cœur de ville, sur la place de la révolution. Il investit 300.000 € dans les travaux, pour faire des lieux son "chez lui" : « Cette nouvelle adresse est pour moi la concrétisation de mon parcours... Le lieu a été pensé avec des décors neutres pour mettre en avant les produits, avec un service par l'avant, moderne. À l'entrée, j'ai réservé une place pour la réalisation de finitions sur place ou pour des démonstrations de jeunes apprentis afin de promouvoir l'artisanat », évoque celui qui fait de la transmission une priorité et qui a reçu le 18 novembre 2024, le titre de « Maître artisan pâtissier » à la chambre de métiers et de l'artisanat du Doubs des mains de sa vice-présidente Manuela Morgadinho. « Les apprentis qui sont passés par chez moi ont 90 % de réussite aux examens et sont aujourd'hui dans de très bonnes maisons. Aux jeunes, je leur dis : "si ce n'est pas pour toi un métier passion, alors arrête!". Quand on est pâtissier français, de l'Asie à l'Amérique, le monde s'ouvre à vous mais on n'a rien sans rien, le travail reste indispensable ».

FRÉDÉRIC CHEVALIER



Retrouvez tous nos portraits sur journal-du-palais.fr

